

12 février 1994 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la politique de la ville, l'insertion des populations urbaines les plus défavorisées, et sur la prévention des risques d'exclusion sociale, à Mezieu le 12 février 1994.

Monsieur le maire,

- mesdames et messieurs et chers amis,

- C'est d'abord à vous que je m'adresserai : il y a si longtemps que vous m'aviez convié à venir dans votre commune, si longtemps en même temps que je souhaitais vous répondre que j'aimerais retrouver ces lieux que j'ai connus autrefois. Beaucoup d'événements se sont produits depuis et entre temps, vous êtes devenu le maire, puis le député de cette circonscription. Je vous ai connu au gouvernement dans les combats politiques qui ont précédé cette période. Je considère que votre rôle dans l'histoire de notre pays a été important et j'estimai comme un devoir, en plus du plaisir que j'éprouve, de vous rendre hommage chez vous.

- Je remercie en même temps mesdames et messieurs les élus de ce département qui ont bien voulu se déplacer, ainsi que M. le maire de Lyon, président de la communauté urbaine, l'ensemble des parlementaires qui se trouvent ici. Non seulement, cela me fait plaisir de les retrouver ou de les rencontrer, mais encore, quelle que soit leur origine politique, il est bon que nous soyons capables de nous retrouver de temps à autre pour des événements de ce type, où il s'agit de veiller essentiellement au développement de nos cités.

- Je veux dire un mot aussi aux conseillers municipaux de Mezieu, qui m'ont reçu tout à l'heure. J'ai moi-même été pendant très longtemps un élu local, trente-cinq ans parlementaire et trente-deux ans maire et conseiller général et j'en garde un fort souvenir. C'est là d'ailleurs que se forme en vérité la culture politique d'un responsable. Cette culture ne s'acquiert pas que dans les livres. Si tel était le cas, ce serait bien insuffisant et le cas échéant que de faux itinéraires se dessineraient. Il faut les livres aussi, mais la pratique des choses, la connaissance des besoins d'une population et le règlement des mille et un problèmes qui se posent à vous tous chaque jour, c'est une formation très importante dans une république comme la nôtre.

- Voilà pourquoi, venir là dans la ville où Jean Poperen est maire, venir parmi vous, mesdames et messieurs les élus, venir parmi vous, fonctionnaires, représentants des diverses associations, représentants de cette ville, ici présents et venir dans une mairie, dans un hôtel de ville a pour moi une signification particulière. Ne prenez pas du tout cette visite pour moi comme une obligation supplémentaire ! D'ailleurs peu des travaux qui m'obligent sont pour moi ou excessifs ou insupportables ! Il y en a quelques uns... mais assez rares ! J'aime pouvoir remplir ma fonction là où je suis, constamment affronté à des problèmes d'envergure nationale ou internationale qui ont de quoi passionner tout homme sensible au bien public, mais aussi aller en France, circuler comme je le fais de temps à autre, aller de l'est à l'ouest, aller aussi au centre, du sud au nord et finalement tenter de mieux comprendre, de mieux ressentir ce que vous êtes, ce que vous désirez, les difficultés qui sont vôtres et parfois quand même aussi les réussites. Vous avez dit quelques mots, Jean Poperen, sur le sens de cette manifestation en insistant sur ce que nous appelons - parce que c'est bien son nom - la politique de la ville. Je suis moi-même un provincial, mais un provincial d'une toute petite province. Mon enfance, je l'ai passée dans une maison qui

se trouvait à plus de deux kilomètres du premier hameau. Les itinéraires étaient donc des chemins de poussière ou de roc qui ne connaissaient pas encore le bitume, je ne vais pas dire tant mieux, parce qu'il ne faut pas tourner le dos au progrès et le voisinage était surtout composé d'arbres de toutes sortes, d'une rivière, de coteaux, d'animaux, de quelques hommes aussi : le voisinage, les moeurs, le paysage d'un temps qui paraît aujourd'hui bien ancien mais qui continue d'exister dans beaucoup de petits pays de France.\

Et je n'ai connu la ville véritablement que lorsque, étudiant, je suis - comme on disait à l'époque, je ne sais pas si on le dit toujours - monté à Paris et comme j'arrivais d'Angoulême, vous pouvez imaginer tout ce que la littérature pouvait dire à ce sujet : à moi, Rastignac - mais aucun rapport ! - je ne l'ai su que plus tard. Et cette ville, c'était Paris, et cette année, c'était 1934, pas si longtemps que cela après le 12 février 1934, réplique, six jours après, aux événements qui ont laissé leur trace dans l'histoire. C'étaient les études. C'était encore au fond un voisinage préservé, celui d'un étudiant.

- Et il a fallu la guerre, où j'étais comme quelques autres, de moins en moins sans doute ici, soldat du premier jour d'une nouvelle guerre mondiale. Quelle plongée pendant des années dans un monde de souffrances, d'incertitudes sur l'avenir. Mais aussi quelle pratique apprise sur le tas de ce qu'étaient les hommes et de ce qu'était le monde et quel monde ! C'était l'époque où en Europe vivaient et gouvernaient au même moment Staline, Hitler, Franco, Mussolini, Salazar et je ne cite pas les innombrables dictateurs de l'Europe orientale de l'époque.

- C'est-à-dire qu'il fallait, quand même, quand on avait vingt ans, commencer à fixer ses choix. Au point de départ, ou bien ils sont intellectuels, ou bien ils sont instinctifs. Mais ils ne peuvent pas être fondés sur l'expérience. L'expérience de ma génération, elle a été faite ainsi, jusqu'au jour béni de 1945 où la France est redevenue libre et a pu repartir d'un bon pas vers son avenir, qui est aujourd'hui notre présent.

- Pourquoi ce préambule ? Parce que, même depuis cette époque, que de bouleversements ! Cette France rurale - dont je vous parlais et qui fut celle de ma jeunesse - elle a laissé la place à un monde urbain. Bientôt quatre Français sur cinq vivront dans des villes, seront jetés, si on n'y prend garde, dans le formidable désordre de villes informes. Ils s'agit précisément aujourd'hui d'organiser, de structurer, d'embellir pour que la vie soit supportable. Et pourquoi ne serait-elle pas heureuse, du moins autant que l'on peut employer ce mot qui ne dépend ni de vous, ni de moi, élus, qui tient à beaucoup d'autres choses au coeur de l'homme - mais c'est un autre sujet ? Le devoir des élus, c'est de faire que dans la réalité des choses, toutes les chances d'un bonheur personnel puissent être assurées. Là s'arrête la frontière. Eh bien, dans nos villes modernes, dans celle-ci en particulier et dans celles de son voisinage, peut-on dire que nous ayons réussi, nous, c'est-à-dire tous ceux qui ont pris part à la vie de la France au/cours de ces dernières décennies ? Au lendemain de la guerre il a fallu faire vite. Ont surgi les grands ensembles, que l'on bâtissait pour loger, pour reloger au moindre coût sur des plans répétitifs. Tout se ressemblait. On entassait le plus grand nombre de gens possible. Le seul résultat qui comptait, c'était cela. Et l'urbanisme, au passage, était le plus souvent oublié. On peut comprendre ou pardonner des erreurs aussi graves, à condition de ne pas les perpétuer. La préoccupation sociale de ces aménagements n'était pas absente mais elle demeurait tout à fait primitive. En même temps, se produisait cet exode dont je parlai et l'on croyait, un peu trop souvent, que la croissance économique et que les progrès techniques effaceraient toutes les imperfections et les ratés.\

Seulement voilà, mesdames et messieurs, faire une ville, construire une ville, c'est autre chose. La crise économique que nous vivons depuis maintenant vingt ans a révélé la terrible fragilité de cette conception. Et même avant l'éclatement de la crise, les signes avant-coureurs n'avaient pas manqué. Les retombées de la croissance n'avaient pas porté remède aux problèmes sociaux des grandes cités. A la croissance a succédé la stagnation. Mais comme la ville est un organisme vivant, il faut bien apporter des réponses. En 1981, lorsque le pays m'a confié une charge majeure, j'ai cherché à réunir un certain nombre de compétences et des gens de bonne volonté pour m'éclairer sur cette route : je me souviens de M. Hubert Dubedout pour l'urbanisme, je pense à M. Gilbert Bonnemaïson qui a été l'un de ceux qui ont le mieux organisé la prévention, je

pense à M. Bertrand Schwartz qui a organisé l'insertion professionnelle pour les jeunes. Ce sont des pionniers, ils ont tracé des voies, encore faut-il que ces voies soient maintenant, non seulement explorées, mais poursuivies et élargies par leurs successeurs. Il faut donc une formidable mobilisation pour répondre aux besoins d'aujourd'hui. On ne peut pas simplement se laisser aller au fatalisme ou à la nature des choses ! Déjà en décidant la décentralisation, l'une des plus importantes réformes de ces deux derniers siècles, on a permis, je le crois, à de multiples initiatives, à des dizaines, des centaines de milliers de responsables d'accéder à la décision et de ne pas laisser ce seul soin aux responsables de l'Etat. En revanche, si la décentralisation est devenue notre réalité, je crois, même si sur certains points elle n'est pas encore achevée, il n'empêche que l'Etat doit garder son rôle. En dépendent le sens de l'Etat, le respect de l'Etat, et le fait que cette structure centrale permette à un pays comme la France de préserver l'homogénéité des structures qui en ont fait un grand pays ! C'est pourquoi, et vous l'avez rappelé, j'ai voulu que le gouvernement pût comprendre un ministère de la ville. Cela pouvait paraître un peu bizarre, un ministère de la ville, mais l'ensemble des problèmes qui se posaient, qui se posent à la ville étaient et sont toujours répartis entre une dizaine ou une quinzaine d'administrations : je pense que M. le Préfet pourrait en témoigner. Heureusement qu'il y a l'autorité centrale, qui permet de coordonner, d'harmoniser, de rassembler. Cette autorité centrale doit voir reconnues ses qualités et sa compétence. Un ministère de la ville, c'était tout simplement la possibilité pour le gouvernement de disposer d'équipes et de responsables qui s'efforceraient d'animer - sans disposer d'une grande administration -, ce n'est pas la peine d'avoir une administration de plus - les efforts déployés, mais dispersés, qui relevaient de plusieurs ministères. J'aimerais qu'un tel ministère, sous une forme ou sous une autre - je ne demande pas de remaniement gouvernemental - que ce type de conception administrative puisse être considéré aujourd'hui comme hier comme indispensable, lorsqu'il s'agit de répondre à des questions qui se posent dans l'ensemble des quartiers des grandes villes ou dans les nouvelles villes qui s'étendent chaque jour, où la réhabilitation, la réorganisation de la cité, l'emploi des jeunes - ou l'occupation des jeunes en tout cas -, dans cette période de chômage, où un grand désordre s'est emparé des esprits, tandis que l'exode continue et amène dans vos cités des populations tout à fait estimables qui proviennent, soit d'autres régions de France, soit des pays à forte émigration, et il vous faut bien vivre avec cela ! Je ne ferai pas de dégagement sur les problèmes d'immigration. C'est un sujet qui me tient à coeur, mais je le traite souvent. Je dirai simplement que c'est un devoir absolu pour la France et pour les collectivités locales que de recevoir dignement ceux que la France recueille, quelle que soit leur origine. !\

Nous sommes un vieux pays qui résulte lui-même de nombreuses immigrations, où des populations se sont mêlées, avec cette sorte de puissance du sol et peut-être aussi, je l'espère, de notre civilisation qui font que rapidement en une ou deux générations chacun se sent aussi Français que l'autre. Nous devons recevoir ces populations de façon digne, pour qu'ils puissent mener une vie conforme à ce que tout être humain est en droit d'espérer !

- Ce ministère de la ville a fait du bon travail. Il continue au demeurant, madame le ministre de la ville parmi d'autres tâches, était d'ailleurs je crois dans votre voisinage hier même et je lui souhaite d'aboutir dans sa tâche qui est l'une des plus rudes qui soit. Mais il faut bien se rendre compte que la politique de la ville doit être établie parmi les priorités. On parle toujours de priorités, si l'on fait la liste des priorités, on s'y perd. Mais là je vous parle sérieusement, il en est trois ou quatre qui s'imposent à l'ensemble du pays et l'organisation de la ville et de ces centaines de milliers de gens qui y vivent posent à notre pays un problème d'équilibre, d'harmonie intérieure et je pense de sécurité morale - on parle de l'autre sécurité, elle est indispensable - mais de sécurité morale, celle où l'on se sent appartenir à la même population avant de devenir le même peuple, où il n'est pas acceptable que d'immenses quartiers - la liste établie par le gouvernement en comportait quatre cents - soient simplement objet de laideur, de répulsion, d'ennui, de colère, ou le cas échéant de délinquance. Il n'y a pas vocation particulière de tel ou tel type de population à préférer la délinquance à la vie dans l'honneur et dans le respect des autres. Ce sont les conditions créées tout autour qui font que certains croient qu'il n'y

respect des autres. Ce sont les conditions créées tout autour qui font que certains croient qu'il n'y a pas d'autre issue : l'école encore trop souvent absente, en dépit de l'étonnant, de l'admirable dévouement de ces enseignants qui doivent faire face à ce type de problème dans les quartiers dont je vous parle, pas d'organisation sociale suffisante et, je le répète, pas de travail.

- L'Etat a chargé un certain nombre de ses fonctionnaires - et de ses hauts-fonctionnaires - d'être sur place : il existe aujourd'hui des sous-préfets qui ont une responsabilité particulière, attachés à tel ou tel quartier mais ils ne peuvent rien faire s'ils n'ont pas le concours des associations. C'est la vie associative qui apportera la réponse aux difficultés des habitants de ces quartiers.

- J'étais, il n'y a pas si longtemps, invité à visiter un quartier qui se trouve sur la commune de Montereau, pas loin de Paris. Je participais à un arbre de Noël. Je voyais l'extrême indigence, mais en même temps le rayonnement que certains animateurs et que certaines associations avaient réussi à faire naître, dans le malheur et l'indifférence générale, avec un chômage qui atteint 30 % de la population. Et je sentais comme une sorte de capacité d'espérance, de renouveau, de volonté commune chez tous ces garçons et ces filles qui s'unissaient : pour former une équipe de basket-ball - l'ambition d'avoir une équipe de football paraissait déjà excessive parce que ça coûte plus cher -, pour arriver simplement à apporter un peu plus de propreté dans les rue délabrées et abandonnées de ces quartiers.

Et je sentais pour moi-même comme une obligation d'en saisir chaque fois que j'en aurai l'occasion - c'en est une - les Français de ce devoir qui est le leur. J'ai souvent dit aux gouvernements - souvent ce sont des problèmes difficiles à saisir - que dans une période où il est nécessaire d'économiser les crédits, où les budgets publics doivent être sévères pour eux-mêmes, il n'empêche que l'organisation de la ville et de ces quartiers dont je parle, la politique de la ville, ne peut pas supporter l'économie qui ne s'imposerait pas, quand on n'a pas ce qu'il faut pour acheter le ballon de football, de volley ball ou de basket ball, ou le filet £ quand on n'a pas de quoi alimenter, ou si peu que ce fût, des associations de terrain dont la plupart des occupations se livrent dans la boue lorsque c'est l'hiver ou l'automne, ou sur des terrains poussiéreux lorsque c'est le printemps ou l'été.

- On se dit vraiment qu'un pays comme la France ne mérite pas ça. Il ne faut donc pas lésiner sur l'effort à faire pour que chaque association puisse trouver l'aide de l'Etat et des collectivités locales afin de donner à la ville, à ce qu'on appelait autrefois, au XIX<sup>e</sup> siècle, les bas quartiers - qui ne sont pas plus bas que les autres, sauf si la géographie en décide. Il faut absolument, je tiens à le dire aux Français, considérer que notre devoir s'impose £ il s'impose au gouvernement £ il s'impose aux élus £ il s'impose aux associations. Mais ce n'est pas de la compétition entre ces pouvoirs que naîtra l'harmonie de demain, c'est de leur accord, et je souhaite très vivement qu'il en soit ainsi.

- L'insertion sociale des populations urbaines les moins favorisées est donc, dans mon esprit, une préoccupation majeure et je voudrais que ces paroles, grâce aux médias, puissent pénétrer partout. Il n'y a pas à considérer qu'il y a ici ou là des citoyens moins dignes que les autres. Et si l'on est pas citoyen parce qu'on est étranger, on a droit au même respect dès lors que l'on se soumet aux lois du pays où l'on vit.

- Alors je voudrais que l'activité de ces associations soit davantage aidée par les collectivités et par l'Etat.

- Je pense que l'administration doit pouvoir s'adapter car il faut entendre les aspirations des habitants. Si je m'adresse ici à vous, mesdames et messieurs, c'est parce que vous vivez là £ et du centre de la ville de Lyon, si beau, où se posent sans doute bien des problèmes urbains difficiles, jusqu'à ces communes éloignées, sans être très éloignées - vous me dites que vous êtes la dernière vers l'est ou à peu près de l'agglomération lyonnaise -, tout cela forme un tout ! Et il est heureux que vous ayez créé les communautés qui correspondent à ces besoins. Comme je connais assez bien tout de même - il est temps - la manière dont fonctionnent les choses et dont réagissent les gens, mes concitoyens, j'imagine que d'une collectivité locale à l'autre, entre les plus importantes et les moins importantes, il doit y avoir de ces débats à l'infini, de ces disputes sur l'endroit où l'on place tel ou tel établissement... Je ne suis pas spécialement au courant de vos débats, mais je suis sûr de viser juste quand je dis cela, parce que c'est partout pareil. Tout

se déroule dans la contradiction, tout est dialectique et il ne faut pas s'en plaindre ! Ce débat quotidien que vous engagez entre vous, a priori, moi je crois qu'il part du sentiment de servir le mieux possible. Simplement, on n'a pas la même conception sur ce meilleur service, c'est exactement comme entre hommes et femmes politiques responsables : leurs disputes sont souvent insupportables, mais il faut toujours savoir que la raison fondamentale repose sur une certaine conception de ce que l'on croit bien et utile !\

Les hommes ne sont pas simplement bas ou intéressés, ils veulent aussi que l'harmonie règne ! Alors, j'espère que s'il en est, ce type de problèmes sera réglé, à Meyzieu ou dans la communauté : ce n'est d'ailleurs pas mon affaire puisque l'on a décentralisé.

- Mais, je vous vois là, tous, devant moi et je vous en remercie, après tout vous avez fait ce déplacement ce samedi, à une heure tardive, un peu parce que j'étais là ! Il y avait peut-être d'autres motifs pour que vous vous réunissiez, mais aujourd'hui, je ne crois pas me tromper. Alors, écoutez moi : notre tâche est immense, les temps sont difficiles, nous terminons la dix-neuvième année d'une crise ou d'une dépression économique comme on ne l'a pas connue depuis les années trente. Ces années trente là se sont achevées dans une guerre mondiale et dans l'avènement des régimes de type fasciste. Les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, même si je suis confiant pour la France. Il faut veiller à l'esprit des Français. Certains souffrent beaucoup : attention aux révoltes fondamentales, quand la raison ne peut plus rien. Et dans vos quartiers, si j'observe un progrès, si j'aperçois bien des conflits qui se règlent avant explosion - et il n'y a pas explosion -, si je vois tant de catégories professionnelles, aujourd'hui, vivre dans l'inquiétude, l'angoisse et pourquoi pas demain la révolte, je me dis que nous avons un grand devoir national, que ma charge est de le dire et d'y veiller et plutôt que d'ajouter comme cela est parfois nécessaire les notes distinctes qui permettent d'alerter, de dire aux uns, aux autres : "non ce n'est pas la bonne route", je veux dire ce matin, en ce début d'après-midi, je veux dire simplement : "agissez", agissez avec la conception de la ville, avec le sentiment que si l'on ne résoud pas ce problème, nous réserverons à nos enfants du XXI<sup>e</sup> siècle, - et certains d'entre vous le connaîtront - un destin qui ressemblera à celui que vivent aujourd'hui tant de villes du monde.

- Lorsque je me trouve dans certains bas quartiers de New York, j'ai parfois le sentiment d'approcher des quartiers difficiles rencontrés dans le tiers-monde. Etes-vous sûrs que l'on ne pourrait pas en dire autant de certains quartiers suburbains dans notre pays, la France ?

- Quand j'entendais dire : "Allez donc dans les pays de l'Est" - j'y allais - et : "vous verrez comment sont vêtus et quelle allure ont les gens pauvres qui crient misère", je revenais frappé en effet de ce que j'avais vu. Et lorsque j'abordais certains quartiers aux approches de Paris, j'avais le sentiment d'être resté au même endroit. Il faut prendre garde à ce que les différences sociales n'arrivent pas à créer dans un pays comme le nôtre un monde de castes, où chacun s'enferme derrière ses habitudes et ses façons de vivre, en ignorant les autres.

- Et bien, c'est là, à Meyzieu et dans d'autres lieux, c'est là le ban d'essai ! Vous êtes porteurs de valeurs de civilisation, mesdames et messieurs. Nous sommes dans des provinces où les traditions sont grandes et fortes. A vous d'en faire la démonstration, à vous de donner la preuve que notre civilisation apporte plus de richesses dans l'esprit et le cœur que d'autres ! Et c'est dans les quartiers dont je vous parle, par la politique de la ville, que nous saurons si nous avons échoué ou réussi. Je souhaite de toutes mes forces que la réussite de la France se marque aujourd'hui et demain par la grandeur, la réussite de la politique de la ville.\